

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Pris du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste,
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO, (A. O. F.)

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 12 août 1937 portant promulgation du projet de convention concernant le travail forcé ou obligatoire, adopté par la conférence internationale du travail dans sa quatorzième session tenue à Genève du 10 au 28 juin 1930. (Arrêté de promulgation du 13 octobre 1937). 516 X
- Décret du 25 août 1937 tendant à la protection des monuments naturels et des sites de caractère historique, scientifique, légendaire ou pittoresque des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies. (Arrêté de promulgation du 13 octobre 1937). 516
- Décret du 11 septembre 1937 abrogeant et remplaçant l'article 17 du décret du 31 mai 1931 établissant une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers. (Arrêté de promulgation du 13 octobre 1937). 518

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 8 octobre 1937 autorisant au profit de diverses maisons de commerce le remboursement des sommes indûment perçues au titre de droits d'importation, de wharfage et taxe sur le chiffre d'affaires 520
- Arrêté du 13 octobre 1937 mettant sous le régime de surveillance sanitaire les navires en provenance de la Gold-Coast 520
- Décision du 14 octobre 1937 nommant une commission. 521
- Erratum du 16 octobre 1937 à l'arrêté n° 233 du 5 mai 1937 fixant pour l'année 1937 les taux de l'indemnité de zone à allouer au personnel européen. 521

Arrêté du 23 octobre 1937 déclarant infecté de peste bovine le canton de Niamtougou (subdivision de Lama-Kara, cercle de Sokodé) 521

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL Européen et Indigène

Rappels d'ancienneté pour services militaires — Mutations — Affectations — Nominations — Engagements — Réintégration — Sanctions disciplinaires — Démissions — Forces de police. 521

ACTES DIVERS

Allocation.	523
Commissions.	523
Conseil d'administration.	523
Enseignement.	523
Interdiction de séjour.	524
Secours.	524
Subvention	524
Comité de surveillance de prix de gros.	524
Prix de gros de diverses marchandises.	524
Cours des changes.	525
Avis de concours.	525
Domaines.	526
Bulletin météorologique.	527

Textes publiés à titre d'information

- Décret du 25 août 1937 portant classement de la station climatique de Pau-en-Béarn. 530
- Décret du 4 septembre 1937 portant organisation du cadre général des géologues des colonies 530
- Arrêté ministériel du 20 août 1937 complétant l'arrêté du 15 décembre 1936 fixant le programme et les conditions du concours professionnel pour le grade d'ingénieur adjoint des travaux publics ou des mines des colonies. 532

Lettre du Gouverneur Général de l'Afrique occidentale française, Haut Commissaire de la République au Togo (administration de la justice) relative à l'application du décret du 29 décembre 1922 relatif au régime de la presse au Togo et du décret du 10 avril 1935 relatif aux atteintes au respect dû aux autorités françaises. 533

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis. 533

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Convention sur le travail forcé ou obligatoire

ARRETE N° 559 promulguant au Togo le décret du 12 août 1937 portant promulgation du projet de convention concernant le travail forcé ou obligatoire, adopté par la conférence internationale du travail dans sa quatorzième session tenue à Genève du 10 au 28 juin 1930.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la dépêche ministérielle (colonies) n° 888 du 17 septembre 1937;

Vu le décret du 12 août 1937 portant promulgation du projet de convention concernant le travail forcé ou obligatoire, adopté par la conférence internationale du travail dans sa quatorzième session tenue à Genève du 10 au 28 juin 1930;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 12 août 1937 portant promulgation du projet de convention concernant le travail forcé ou obligatoire, adopté par la conférence internationale du travail dans sa quatorzième session tenue à Genève du 10 au 28 juin 1930.

(Le texte dudit décret a été publié au journal officiel du 1^{er} octobre 1937 pages 482 et suivantes).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 octobre 1937.

MONTAGNE.

Protection des monuments naturels et des sites de caractère historique, scientifique, légendaire ou pittoresque des colonies

ARRETE N° 558 promulguant au Togo le décret du 25 août 1937 tendant à la protection des monuments naturels et des sites de caractère historique, scientifique, légendaire ou pittoresque des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 25 août 1937 tendant à la protection des monuments naturels et des sites de caractère historique, scientifique, légendaire ou pittoresque des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu la dépêche ministérielle (colonies) n° 821 du 8 septembre 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 août 1937 tendant à la protection des monuments naturels et des sites de caractère historique, scientifique, légendaire ou pittoresque des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 octobre 1937.

MONTAGNE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 25 août 1937.

La loi du 2 août 1930, ayant pour objet la protection des monuments naturels et des sites de caractère historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, prévoyait l'application, par décret en conseil d'Etat, de ses dispositions aux colonies.

C'est ainsi que deux décrets des 15 novembre 1930 et 15 août 1934 ont respectivement organisé en Indochine et à la Martinique la protection des monuments naturels et des sites.

L'opportunité de cette protection dans d'autres colonies s'étant révélée, il a paru souhaitable qu'une réglementation commune intervint pour l'ensemble des territoires relevant de mon département, en vue de simplifier dans la plus large mesure possible la législation en cette matière.

C'est dans ces conditions qu'a été établi le présent projet de décret qui a fait l'objet des délibérations du conseil d'Etat et que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 2 mai 1930 ayant pour objet la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, et notamment son article 29 ainsi conçu :

« La présente loi sera applicable dans les colonies dans des conditions qui seront fixées par décret en conseil d'Etat »;

Vu la loi du 20 avril 1910, interdisant l'affichage sur les monuments historiques et dans les sites ou sur les monuments naturels de caractère artistique;

Vu le décret du 17 février 1930 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, la loi du 29 décembre 1928

étendant l'application de l'article 463, paragraphe 9, du code pénal, sur les circonstances atténuantes;

Vu le décret du 15 novembre 1930 organisant la protection des monuments naturels et des sites en Indochine;

Vu le décret du 15 août 1934 organisant la protection des monuments naturels et des sites à la Martinique;

Vu l'avis du garde des sceaux, ministre de la justice;

Les sections réunies des finances, des affaires étrangères, de la guerre, de la marine militaire, de l'air, des pensions et des colonies et de l'intérieur, de la justice, de l'instruction publique, des beaux-arts et de la santé publique du conseil d'Etat, entendues;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué dans chaque colonie, pays de protectorat ou territoire sous mandat relevant du ministère des colonies, une « commission des monuments naturels et des sites ».

Le gouverneur, commissaire de la République, résident supérieur ou administrateur, fixe par arrêté la composition de la commission; il en choisit les membres parmi les hauts fonctionnaires administratifs ou techniques de la colonie, du pays de protectorat ou territoire sous mandat, les membres des assemblées locales et les personnalités qualifiées par leurs connaissances scientifiques et artistiques. Il préside la commission.

La commission se réunit au moins une fois par an sur la convocation de son président et chaque fois que celui-ci le juge utile ou que trois de ses membres en font la demande.

Elle peut élire parmi ses membres une section permanente.

La commission est obligatoirement consultée sur toutes les questions intéressant les monuments naturels et les sites de caractère artistique, historique, légendaire ou pittoresque, et notamment les projets d'inscription sur la liste prévue par l'article 2, de classement, déclassement, déclaration d'utilité publique, d'expropriation, de zone et périmètre de protection, de travaux, etc., relatifs à ces monuments et sites.

Elle peut prendre l'initiative d'une proposition de classement ou de déclassement ou en être saisie directement par toute personne intéressée.

ART. 2. — Il est établi dans chaque colonie, pays de protectorat ou territoire sous mandat relevant du ministère des colonies, une liste des monuments naturels ou des sites dont la conservation ou la préservation présente un intérêt artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. Cette liste est publiée au *journal officiel* de chaque colonie, pays de protectorat ou territoire sous mandat intéressé. Elle doit être constamment tenue à jour.

L'inscription sur cette liste est prononcée par arrêté du gouverneur, commissaire de la République, résident supérieur ou administrateur, et notifiée par celui-ci au propriétaire du monument naturel ou du site. Elle entraîne, pour ce propriétaire, l'obligation de ne pas modifier l'aspect du monument naturel ou du site et de ne pas procéder à des travaux autres que ceux d'exploitation courante, en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal, en ce qui concerne les constructions, sans en avoir avisé l'administration locale au moins deux mois avant la date envisagée pour l'ouverture des travaux.

ART. 3. — Les monuments naturels et les sites, inscrits ou non sur la liste prévue à l'article 2, peuvent être classés dans les conditions et selon les distinctions établies par les articles ci-après, et sous réserve des droits des souverains des Etats protégés.

ART. 4. — Les monuments naturels et les sites appartenant à l'Etat français sont classés par arrêté du gouverneur, commissaire de la République, résident supérieur ou administrateur en conseil.

Le monument naturel ou le site compris dans le domaine de la colonie, du pays de protectorat, du territoire sous mandat relevant du ministère des colonies ou d'une commune ou appartenant à un établissement public, est classé par arrêté du gouverneur, commissaire de la République, résident supérieur ou administrateur en conseil, s'il y a consentement de la personne publique propriétaire.

Dans le cas contraire, le classement est prononcé par arrêté du ministre des colonies.

ART. 5. — Le monument naturel ou le site appartenant à toute personne autre que celles énumérées à l'article 4 est classé par arrêté du gouverneur, commissaire de la République, résident supérieur ou administrateur en conseil s'il y a consentement du propriétaire.

A défaut du consentement du propriétaire, l'arrêté visé dans l'alinéa précédent ne peut être pris que sur avis conforme de la commission des monuments naturels et des sites.

L'arrêté détermine les conditions du classement.

Le classement donnera lieu au paiement d'une indemnité lorsqu'il entraîne un dommage pour le propriétaire. La demande d'indemnité devra être produite dans les six mois à dater de la notification au propriétaire de l'arrêté de classement. Les contestations relatives à l'indemnité sont jugées par les juridictions civiles, selon les règles de compétence de droit commun en vigueur dans la colonie, le pays de protectorat ou le territoire sous mandat relevant du ministère des colonies. En cas d'expertise, il peut n'être nommé qu'un seul expert.

ART. 6. — A compter du jour où l'administration notifie au propriétaire d'un monument naturel ou d'un site son intention d'en poursuivre le classement, le propriétaire est tenu de n'apporter aucune modification à l'état des lieux ou à leur aspect pendant six mois, sauf autorisation spéciale du gouverneur, commissaire de la République, résident supérieur ou administrateur, et sous réserve de l'exploitation courante des fonds ruraux et de l'entretien normal des constructions.

ART. 7. — Tout décret ou arrêté prononçant le classement d'un monument naturel ou d'un site est, à la diligence du gouverneur, commissaire de la République, résident supérieur ou administrateur, notifié au propriétaire et transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de la situation du monument naturel ou du site. Cette transcription ne donne lieu à aucune perception au profit du budget local.

ART. 8. — Les effets du classement suivent le monument naturel ou le site en quelque main qu'il passe.

Quiconque aliène un immeuble classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement. Mention doit en être faite dans l'acte d'aliénation.

Toute aliénation d'un monument naturel ou d'un site classé doit, dans les quinze jours de la date, être notifiée au gouverneur, commissaire de la République, résident supérieur ou administrateur, par celui qui l'a consentie.

ART. 9. — Le propriétaire d'un monument naturel ou d'un site classé ne peut ni détruire, ni modifier l'état des lieux ou leur aspect, sauf autorisation spé-

ciale donnée par le gouverneur, commissaire de la République, résident supérieur ou administrateur en conseil.

ART. 10. — L'affichage ainsi que la pose de panneaux-réclames sont interdits sur les monuments naturels et dans les sites classés.

Ils peuvent être également interdits autour desdits monuments et sites, dans un périmètre qui est, dans chaque cas particulier, déterminé par arrêté du gouverneur, commissaire de la République, résident supérieur ou administrateur en conseil.

ART. 11. — Nul ne peut acquérir, par prescription, sur un monument naturel ou un site classé, de droit de nature à modifier son caractère ou à changer l'aspect des lieux.

Aucune servitude ne peut être établie, par convention, sur un monument naturel ou un site classé qu'avec l'autorisation du gouverneur, commissaire de la République, résident supérieur ou administrateur, donnée par arrêté pris en conseil.

ART. 12. — Le déclassement total ou partiel d'un monument naturel ou d'un site est prononcé par arrêté du gouverneur, commissaire de la République, résident supérieur ou administrateur, pris en conseil, et sur avis conforme de la commission des monuments naturels et des sites. L'acte de déclassement doit également être notifié au propriétaire et transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de la situation du monument naturel ou du site déclassé.

L'arrêté de déclassement détermine s'il y a lieu à restitution totale ou partielle de l'indemnité prévue à l'article 5.

ART. 13. — Le gouverneur, commissaire de la République, résident supérieur ou administrateur peut, en se conformant aux prescriptions des textes réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique, poursuivre, au nom de la colonie, du pays de protectorat ou du territoire sous mandat relevant du ministère des colonies, l'expropriation d'un monument naturel ou d'un site déjà classé ou proposé pour le classement, en raison de l'intérêt public qu'il offre au point de vue historique, artistique, scientifique, légendaire ou pittoresque.

Les communes jouissent de la même faculté.

L'utilité publique est déclarée par arrêté du gouverneur, commissaire de la République, résident supérieur ou administrateur pris en conseil.

ART. 14. — Autour des monuments naturels et des sites inscrits sur la liste prévue par l'article 2 du présent décret ou classés, une zone de protection peut être établie par arrêté du gouverneur, commissaire de la République, résident supérieur ou administrateur, pris en conseil et après accomplissement des formalités suivantes :

Le projet comportant le plan des parcelles qui constituent cette zone, avec indication des prescriptions à imposer pour assurer la protection, doit être notifié aux propriétaires intéressés et publié au *journal officiel* de la colonie, du pays de protectorat ou du territoire sous mandat relevant du ministère des colonies.

La commission des monuments naturels et des sites entend les propriétaires, ainsi que les représentants des divers services publics ou toutes autres personnes qui demandent à présenter leurs observations ou qu'elle croit devoir convoquer. Elle établit un procès-verbal de ses opérations et l'adresse, avec son avis, au gouverneur, commissaire de la République, résident supérieur ou administrateur.

ART. 15. — L'arrêté de protection est notifié au propriétaire et transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de la situation des immeubles compris dans la zone de protection. Cette transcription ne donne lieu à aucune perception au profit du budget local.

ART. 16. — A dater de la notification, les propriétaires des parcelles comprises dans la zone de protection, ou leurs ayants droit, sont tenus de se conformer aux prescriptions de l'arrêté.

A partir de la même date, il leur est accordé un délai d'un an pour faire valoir, devant les tribunaux compétents, leurs réclamations contre les effets desdites prescriptions. Passé ce délai, aucune réclamation n'est admise.

ART. 17. — Toute infraction aux dispositions de l'article 2 (§ 2) (modifications sans avis préalable d'un monument naturel et d'un site inscrit), de l'article 6 (effets de la proposition de classement), de l'article 8 (aliénation d'un monument naturel ou d'un site classé), de l'article 9 (modification d'un monument naturel ou d'un site classé), de l'article 11 (servitude), de l'article 16 (§ 1^{er}) (inobservation des prescriptions établies pour la protection d'un site), sera punie d'une amende de 50 à 20.000 francs, sans préjudice de l'action en dommages-intérêts qui pourra être exercée par le gouverneur, commissaire de la République, résident supérieur ou administrateur, contre ceux qui auront ordonné les travaux exécutés ou les mesures prises en violation de ces articles.

ART. 18. — Quiconque aura intentionnellement détruit, mutilé ou dégradé un monument naturel ou un site inscrit ou classé, sera puni des peines portées à l'article 257 du code pénal, sans préjudice de tous dommages-intérêts.

ART. 19. — Des arrêtés des gouverneurs, commissaires de la République, résidents supérieurs ou administrateurs pris en conseil, détermineront, pour chaque colonie, pays de protectorat ou territoire sous mandat relevant du ministère des colonies, les détails d'application du présent décret.

ART. 20. — Les décrets susvisés des 15 novembre 1930 et 15 août 1934 sont abrogés.

ART. 21. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française, aux journaux officiels des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 25 août 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Abrogation et remplacement de l'article 17 du décret du 31 mai 1931 réglant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 établissant une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers

ARRETE N° 560 promulguant au Togo le décret du 11 septembre 1937 abrogeant et remplaçant l'article 17 du décret du 31 mai 1931 réglant les condi-

tions d'application de la loi du 31 mars 1931 établissant une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 31 mars 1931 établissant une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers, promulguée au Togo par arrêté du 2 mai 1931;

Vu le décret du 31 mai 1931 réglant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 susvisée, promulgué au Togo par arrêté du 3 juillet 1931;

Vu le décret du 11 septembre 1937 abrogeant et remplaçant l'article 17 du décret du 31 mai 1931 réglant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 établissant une taxe spéciale sur certains produits français et étrangers;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 11 septembre 1937 abrogeant et remplaçant l'article 17 du décret du 31 mai 1931 réglant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 établissant une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 octobre 1937.
MONTAGNE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 11 septembre 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 31 mai 1931, réglant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 établissant une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers, fixe en son article 17 les règles à suivre pour la détermination du prix de revient et du cours moyen du café et du sisal, éléments servant de base au calcul de la prime pouvant éventuellement être allouée pour l'exportation de ces produits.

En l'état actuel du développement de la production du café dans nos colonies, ces règles, si elles n'étaient modifiées, auraient pour résultat de favoriser principalement l'exportation des cafés de qualité courante.

Or, tandis que la consommation de ces variétés tend à diminuer, parce que le goût du consommateur s'améliore, leur production menace de devenir surabondante dans nos possessions où pourtant le climat et la composition du sol se prêtent à la culture des cafés de qualité qu'il importe, dans ces conditions, d'encourager tout spécialement.

En conséquence, il a paru nécessaire de modifier les dispositions susvisées de façon à pouvoir établir pour chacune des trois grandes classifications de café : Arabica, Canephora-Excelsa et Libéria, des éléments distincts : prix de revient et cours moyen, permettant d'allouer des primes annuelles qui correspondent plus

exactement aux conditions de production propres à chaque variété, et d'encourager ainsi la production des cafés fins dont le prix de revient est nettement supérieur à celui des cafés ordinaires.

De même, il a semblé utile d'inclure dans la partie de ce texte concernant le sisal une précision relative à la détermination du taux de la prime, afin de ne laisser subsister aucune équivoque, en ce qui concerne la possibilité de n'accorder des primes qu'en fonction des disponibilités du compte spécial.

Tel est l'objet du présent décret que, d'accord avec mes collègues les ministres des finances et du commerce, j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 31 mai 1931 réglant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 assurant la sauvegarde de la production du caoutchouc et établissant une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers;

Sur la proposition des ministres des colonies, des finances et du commerce;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 17 du décret susvisé du 31 mai 1931 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 17. — I. — L'exportation du sisal produit dans les territoires relevant du ministère des colonies pourra donner lieu au paiement, sur les fonds du compte spécial, d'une prime trimestrielle dont le taux pourra atteindre au maximum la différence entre le prix de revient et le cours moyen de vente pendant le trimestre précédent.

Le prix de revient est fixé à un taux unique pour l'ensemble de chaque colonie ou territoire, par arrêté du chef de la colonie, pris après autorisation du ministre des colonies.

Le cours moyen de vente est la moyenne des cours au comptant cotés au Havre pour le sisal « variété Soudan français et assimilés ».

II. — L'exportation du café produit dans les territoires relevant du ministère des colonies pourra donner lieu au paiement, sur les fonds du compte spécial, d'une prime annuelle dont le taux pourra atteindre au maximum la différence entre le prix de revient et le cours moyen de vente pendant l'année précédente.

Un prix de revient spécial à chacune des trois classifications suivantes :

Arabica;

Canephora et Excelsa (Robusta, Kouilou; Petit Indéné, Chari, Excelsa);

Libéria (Libéria, Abeocuta, gros Indéné), est fixé soit pour l'ensemble de la colonie ou du territoire, soit pour chaque zone de production, par arrêté du chef de la colonie pris après autorisation du ministre des colonies.

Le cours moyen de vente est la moyenne des cours au comptant cotés au Havre du 1^{er} juillet d'une année au 30 juin de l'année suivante, pour chacune des classifications suivantes :

Arabica, Canephora et Excelsa, Libéria.

L'attribution de la prime sera suspendue quand le cours moyen ainsi défini se sera établi au niveau du prix de revient.

Fait à Rambouillet, le 11 septembre 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Le ministre des finances,
Georges BONNET.

Le ministre du commerce,
Fernand CHAPSAL.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Remboursements

ARRETE N° 555 autorisant au profit de diverses maisons de commerce le remboursement des sommes indûment perçues au titre de droits d'importation, de wharfage et taxe sur le chiffre d'affaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 629 du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le territoire sur les produits de toute origine et de toute provenance;

Vu l'arrêté n° 336 du 23 juillet 1936 déterminant les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice et l'arrêté n° 337 du 23 juillet 1935 en fixant les taux;

Vu les certificats de contre liquidation établis par le service des domaines;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 28 septembre 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé au profit de la maison G. B. Ollivant à Lomé le remboursement de la somme globale de : cinquante sept frs. (57 frs.) représentant :

1° — Trop perçu au titre de taxe de wharfage	54 frs.
2° — Remboursement de timbre	3 frs.
	57 frs.

ART. 2. — Est autorisé au profit de la maison « The United Africa Company, Limited » à Lomé le remboursement de la somme globale de : deux mille trois cent quatre vingt et un francs, dix sept centimes (2.381 frs., 17) représentant :

1° — Trop perçu au titre de taxe sur le chiffre d'affaires et taxe d'importation	2.357,17
2° — Trop perçu au titre de taxe de wharfage	6,—
3° — Remboursement de timbres fiscaux	18,—
	2.381,17

ART. 3. — Est autorisé au profit de la maison « Société Générale du Golfe de Guinée » à Lomé le remboursement de la somme globale de : deux mille six cent soixante huit francs, vingt cinq centimes (2.668 frs., 25) représentant :

1° — Trop perçu au titre de taxe sur le chiffre d'affaires et taxe d'importation	2.662,25
2° — Remboursement de timbre fiscal	6,—
	2.668,25

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 octobre 1937.

MONTAGNE.

Santé publique

ARRETE N° 562 mettant sous le régime de surveillance sanitaire les navires en provenance de la Gold-Coast.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 17 décembre 1928 portant réorganisation de la police sanitaire maritime aux colonies;

Vu le télégramme en date du 8 octobre 1937 de M. le gouverneur de la Gold-Coast signalant un cas mortel indigène de maladie 10 découvert à Achimota près d'Accra;

Sur la proposition du délégué du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les navires en provenance de la Gold-Coast seront considérés comme suspects et mis en surveillance sanitaire.

ART. 2. — Les passagers débarquant à Lomé seront soumis à la visite médicale pendant une période de 6 jours à compter du moment du débarquement.

ART. 3. — Aucune communication avec la terre ne pourra avoir lieu de nuit (entre 18 h. et 6 h. du matin). Aucun travail d'embarquement ou de débarquement ne sera effectué de nuit.

ART. 4. — Si le navire emploie des manœuvres togolais (kroumen) pour le travail de déchargement et de chargement, à son bord, ces manœuvres devront ne jamais quitter le navire pendant toute la durée du séjour en rade. Le travail terminé, les manœuvres seront débarqués de jour et mis en surveillance au Lazaret pendant une période de 6 jours à compter de l'arrivée du navire.

ART. 5. — Seuls seront autorisés à monter à bord de 6 heures du matin à 18 heures :

1° — Le médecin arraisonneur, agent ordinaire de la santé;
2° — L'agent principal de la santé;
3° — L'agent de la compagnie;
4° — A l'arrivée du navire l'inspecteur de la sûreté;
5° — Le chef du service des douanes.

Ces personnes ne devront en aucun cas être accompagnées de leur secrétaire ou commis.

ART. 6. — Le délégué du chef du service de santé du Togo et l'administrateur en chef commandant le cercle du sud sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 13 octobre 1937.

MONTAGNE.

Commission**DECISION N° 618 nommant une commission.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la dépêche ministérielle n° 4114 du 31 août 1937 relative à la production;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Une commission composée de :

M. Gradassi, administrateur en chef des colonies	<i>Président</i>
M.M. Pierron, délégué du chef du service de l'agriculture,	
Robert, inspecteur des produits,	<i>Membres</i>
Amegee, vétérinaire-auxiliaire,	
Olympio Octaviano, propriétaire-éleveur,	
Félicio de Souza, propriétaire-éleveur,	
Roche, administrateur-adjoint des colonies	<i>rapporteur</i>

se réunira sur la convocation de son président en vue de dresser conformément aux instructions de la dépêche ministérielle n° 4114 du 31 août 1937 reçue à Lomé le 8 octobre dernier un inventaire méthodique de la production actuelle dans le territoire et d'établir un plan de réalisations dans le triple domaine agricole, sylvicole et de l'élevage.

Cette étude préalable permettra de présenter au département un programme d'ensemble de mise en valeur du territoire qui sera soumis au préalable à l'examen de l'assemblée plénière du conseil économique et financier le 12 novembre 1937.

ART. 2. — M. Valentin, ingénieur principal d'agriculture, chef du service de l'agriculture du Dahomey et du Togo présentera au conseil économique et financier le programme d'ensemble de mise en valeur.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 14 octobre 1937.

MONTAGNE.

Indemnité de zone

ERRATUM à l'arrêté 233 du 5 mai 1937 fixant pour l'année 1937 les taux de l'indemnité de zone à allouer au personnel européen.

ARTICLE 3.

Au lieu de :

Les enfants légitimes, naturels ou adoptifs pour lesquels le fonctionnaire etc...

Lire :

Les enfants pour lesquels le fonctionnaire etc...

Le reste sans changement.

Lomé, le 16 octobre 1937.

Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République au Togo,
MONTAGNE.

Peste bovine

ARRETE N° 569 déclarant infecté de peste bovine le canton de Niamtougou (subdivision de Lama-Kara cercle de Sokodé).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1933 organisant l'inspection vétérinaire et l'élevage;

Vu l'arrêté n° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu le télégramme-officiel n° 233 du 17 octobre 1937 de l'administrateur commandant le cercle de Sokodé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le canton de Niamtougou (subdivision de Lama-Kara, cercle de Sokodé) est déclaré infecté de peste bovine.

ART. 2. — La circulation des troupeaux de bovidés est formellement interdite dans ce canton pendant la durée de l'épizootie.

ART. 3. — L'administrateur commandant le cercle de Sokodé, le chef de subdivision de Lama-Kara et les agents du service vétérinaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 octobre 1937.

MONTAGNE.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL Européen et Indigène

ACTES DU POUVOIR CENTRAL**PERSONNEL EUROPÉEN****Rappels d'ancienneté pour services militaires**

Par arrêtés ministériels n° 462 en date du 24 août 1937 et n° 495 en date du 20 septembre 1937 :

Les rappels d'ancienneté pour services militaires indiqués ci-après sont conservés dans leur emploi actuel aux fonctionnaires du cadre des administrateurs des colonies dont les noms suivent et qui ont été promus pour compter du 1^{er} juillet 1937.

Administrateurs-adjoints de 1^{re} classe des colonies :

M.M.	
Sanson (Pierre)	9 mois 9 jours
Lestrade (Auguste, Laurent, Joseph)	3 a. 8 m. 22 j.

Administrateurs-adjoints de 2^e classe des colonies :

M.M.	
Barbero (Robert, Arsène, François)	10 m. 27 j.

Magistrature coloniale**Mutations**

Par décret en date du :

3 octobre 1937. — Ont été nommés :

*Conseiller à la Cour d'appel de l'Afrique
Equatoriale Française :*

M. Forgues, président du tribunal de 3^e classe de Lomé, en remplacement de M. Gipoulon.

Président du tribunal de 3^e classe de Lomé :

M. Garcin (Georges Hermann), juge de paix à compétence étendue de Nossi-Bé, en remplacement de M. Forgues.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Affectations**

Par décision n° 612 du :

9 octobre 1937. — M. Mandon, surveillant des travaux publics, est mis à la disposition du chef de l'arrondissement des travaux publics du Bas-Togo, pour servir dans le cercle du centre.

Il sera en outre chargé des travaux d'ordre secondaire exécutés en régie par les services administratifs du cercle conformément aux dispositions de la circulaire n° 1339.

Par décision n° 626 du :

16 octobre 1937. — M. Burluraux, adjoint principal hors classe des services civils du Togo, prochainement attendu à Lomé est nommé adjoint au chef de subdivision de Palimé.

Par décision n° 634 du :

22 octobre 1937. — M. Wallon Henri, sous-chef de dépôt de 1^{re} classe du chemin de fer du Togo, de retour de congé, attendu à Lomé vers le 22 octobre 1937, par le s/s « Asie », est mis à la disposition de M. l'ingénieur principal, chef de service des travaux publics, des mines, du chemin de fer et du wharf du Togo.

La présente décision aura son effet pour compter du jour du débarquement de l'intéressé.

Par décision n° 601 du :

7 octobre 1937 et pour compter du 23 août 1937. — M. Cancel, commis de 2^e classe des services civils, en service au cabinet, a été chargé d'assurer la permanence, en remplacement de M. Boissier, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies, nommé chef de cabinet.

Par décision n° 602 du :

7 octobre 1937 et pour la période comprise entre le 27 janvier 1937 et le 22 août 1937. — M. Boissier, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies, affecté au cabinet, a été chargé d'assurer la permanence.

Inspection des affaires administratives

Par arrêté n° 564 du :

14 octobre 1937. — M. de Saint-Alary, administrateur de 1^{re} classe des colonies, est nommé inspecteur des affaires administratives en remplacement de M. Mahoux Paul administrateur en chef des colonies admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Nominations

Par décision n° 617 du :

11 octobre 1937. — M. Tixador, sous-chef de dépôt du cadre commun supérieur des chemins de fer de l'A. O. F. est nommé chef p. i. du service du matériel et de la traction en remplacement de M. Artaxé André, chef ouvrier d'art avant 18 mois.

Par arrêté n° 568 du :

20 octobre 1937. — M. Cantara Louis a été agréé en qualité d'ouvrier d'art stagiaire du chemin de fer du Togo.

Par décision n° 623 du :

16 octobre 1937. — M. Thomas André, instituteur de 2^e classe, précédemment chef du secteur scolaire de Palimé, est nommé directeur de l'école régionale et des écoles officielles de la subdivision de Lomé, en remplacement de M. Beuter Marc. — M. Thomas est également chargé de la direction de l'école ménagère de Lomé.

M. Beuter Marc, instituteur de 5^e classe, précédemment directeur de l'école régionale de Lomé est nommé adjoint au directeur de l'école régionale et des écoles officielles de la subdivision de Lomé.

Le secteur scolaire de Palimé est provisoirement rattaché au secteur scolaire d'Atakpamé qui prendra le nom de secteur scolaire du centre.

M. Pallares Martin, instituteur de 1^{re} classe est nommé chef du secteur scolaire du centre, avec résidence à Atakpamé.

Par arrêté n° 604 du :

7 octobre 1937. — M. Perret, adjoint principal hors classe des services civils, est nommé secrétaire-trésorier de la société indigène de prévoyance du cercle du sud, en remplacement de M. Chautard, adjoint de 1^{re} classe, titulaire d'un congé administratif.

PERSONNEL INDIGÈNE**Nominations**

Par arrêté n° 2788 en date du 6 octobre 1937 du Gouverneur Général de l'A. O. F.

M. M. Amegee Paul et Boehm Nathan diplômés de l'école vétérinaire de l'A. O. F. sont agréés pour compter du 1^{er} février 1937 en qualité de vétérinaires auxiliaires de 3^e classe stagiaires du cadre commun des vétérinaires auxiliaires de l'A. O. F. et placés pour compter de la même date dans la position de congé hors cadres et détachés pour une période de 5 ans à la disposition du Commissaire de la République au Togo.

Sanctions disciplinaires

Par arrêté n° 557 du :

11 octobre 1937. — Est révoqué de son emploi le garde-frontière stagiaire Atohou Jonathan Samuel pour absence illégale constatée depuis le 5 octobre 1937.

Conformément à l'article 12 de l'arrêté n° 681 du 28 octobre 1933, ce garde aura à verser la somme de cinquante francs pour indemnité d'effets et à remettre ses effets, les boutons et autres insignes.

Par arrêté n° 567 du :

16 octobre 1937. — Le moniteur auxiliaire de 2^e classe d'Almeida Michel en service à Atakpamé est rétrogradé à la 3^e classe de son grade.

Par arrêté n° 551 du :

7 octobre 1937. — L'infirmier auxiliaire Gaston Nisao, placé sous mandat de dépôt le 1^{er} octobre 1937 pour coups et blessures volontaires, est suspendu de ses fonctions pour compter de cette date.

Pendant la durée de sa suspension de fonctions l'infirmier auxiliaire Gaston Nisao subira une retenue de solde égale à la moitié du traitement brut qui lui est attribué.

La mesure de suspension de solde prévue à l'article précédent ne pourra affecter une période supérieure à 6 mois. Elle prendra obligatoirement fin dès la notification à l'intéressé de la décision administrative qui interviendra à la suite de la décision judiciaire le concernant.

Par décision n° 629 du :

16 octobre 1937. — L'infirmier auxiliaire Alex Charles Messah, placé sous mandat de dépôt le 12 octobre 1937 est suspendu de ses fonctions pour compter de cette date.

Par décision n° 630 du :

16 octobre 1937. — Un blâme avec inscription au dossier est infligé au commis de 6^e classe des P. T. T. dos Reis en service au bureau de Lomé, pour négligence grave dans son service.

Mutations

Par décision n° 631 du :

17 octobre 1937. — Le moniteur auxiliaire de 3^e classe d'Almeida Michel, en service à Atakpamé, est mis à la disposition du chef de la première circonscription agricole.

Par décision n° 633 du :

22 octobre 1937. — Le paragraphe 5 de la décision n° 574 du 28 septembre 1937 est modifié comme suit :

L'infirmier-major Ayayi Cyprien en service à Anécho est affecté au secteur de la trypanosomiase en remplacement de Agbodjan Robert appelé à d'autres fonctions.

FORCES DE POLICE

Compagnie de milice :

Licenciement — Révocation

Par arrêté n° 570 du :

23 octobre 1937. — a) Le sergent Ediare, N° Mle M/111, de la 1^{re} section de milice Anécho, est licencié pour « inaptitude professionnelle » et rayé des contrôles actifs des forces de police le 1^{er} novembre 1937.

Proposé d'office pour l'attribution d'une pension de retraite proportionnelle par application des dispositions de l'arrêté n° 112 en date du 20 février 1937.

Il bénéficiera en outre, ainsi que sa famille, de la gratuité de transport dans tout le Territoire, pour rejoindre ses foyers.

b) Le milicien de 2^e classe Souna I, N° Mle M/450 A. S., de la 1^{re} section de milice Anécho, est révoqué par « mesure de discipline » par application des dispositions de l'article 8 de l'arrêté n° 65 en date du 31 janvier 1934. Rayé des contrôles actifs des forces de police le 1^{er} novembre 1937.

Il bénéficiera, ainsi que sa famille, de la gratuité de transport dans tout le Territoire, pour rejoindre ses foyers.

Garde indigène :

Licenciement

Le garde de 2^e classe Kekemissa, N° Mle 797, de la direction de police du Togo, reconnu physiquement inapte au rengagement, est licencié en fin de contrat et rayé des contrôles actifs des forces de police le 19 novembre 1937.

Il bénéficiera, ainsi que sa famille, de la gratuité de transport dans tout le Territoire, pour rejoindre ses foyers.

DIVERS

Allocation

Par arrêté n° 556 du :

9 octobre 1937. — Il est alloué à Anthon Kponton Quam-Dessou, chef de famille à Anécho, une allocation annuelle de 6.000 francs.

Commission

Par décision n° 606 du :

8 octobre 1937. — Une commission composée de :
M.M. Sanson, chef du bureau des finances . *Président*
Mabrut, délégué du chef du service des T. P.,
Jonquet, représentant de la S.T.A.O. } *Membres*

se réunira sur la convocation de son président en vue de statuer sur la demande de révision des tarifs de transport adressée par la société des transports de l'Afrique occidentale.

Conseil d'administration

Par arrêté n° 891 S. T. en date du 6 octobre 1937 du Gouverneur Général de l'A. O. F. Haut Commissaire de la République au Togo.

M. Pic receveur des domaines p. i. est nommé membre fonctionnaire du conseil d'administration du Togo, en remplacement de M. Peyrottes, titulaire d'un congé administratif.

Enseignement

Par décision n° 619 du :

14 octobre 1937. — Les épreuves écrites du certificat de fin d'études primaires élémentaires auront lieu dans les centres de Lomé, Anécho, Palimé, Atakpamé et Sokodé, le 15 novembre 1937 à partir de 7 heures 30.

Les épreuves orales du certificat de fin d'études primaires élémentaires auront lieu dans les centres de Lomé, Anécho, Palimé et Atakpamé. Les candidats du centre de Sokodé seront dirigés en temps utiles sur Atakpamé.

La commission centrale prévue à l'article 12 de l'arrêté n° 22 du 17 janvier 1936 est composée comme suit :

M. Champion, chef p. i. du service de l'enseignement *Président*
 Caron, chef du service météorologique fonctionnaire désigné par le Commissaire de la République *Vice-Président*
 M^{me} Patanchon, directrice de l'école européenne,
 M.M. Pallarès, chef du secteur scolaire d'Atakpamé,
 Thomas, chef du secteur scolaire de Palimé,
 Capelier, directeur de l'école régionale d'Anécho,
 Beuter, directeur de l'école régionale de Lomé,
 Johnson Romuald, instituteur du cadre secondaire de l'A. O. F.,
 Savi de Tové, notable indigène désigné par le Commissaire de la République,
 Carrière, directeur des écoles de la mission évangélique,
 Le R. P. Lingenheim, directeur des écoles de la mission catholique,
 Sœur Vincent Marie, directrice de l'école N. D. des Apôtres.

Membres

Elle se réunira à Lomé sur la convocation de son président pour procéder à la correction des épreuves écrites.

La décision n° 168 du 12 mars 1937 est abrogée en ce qui concerne la date de l'examen du certificat de fin d'études primaires élémentaires.

Par décision n° 620 du :

14 octobre 1937. — Les élèves des cours supérieurs de Lomé et d'Atakpamé sont autorisés à suivre, dans les différents services techniques du Territoire, un stage de travaux pratiques. Les cours auront lieu l'après-midi, de 14 heures à 17 heures, la matinée est réservée à l'enseignement général.

La répartition des élèves dans les différents services sera faite, après accord avec les services intéressés : à Lomé, par le chef du service de l'enseignement, à Atakpamé, par le commandant de cercle, sur la proposition du chef du secteur scolaire.

A la fin du stage, le directeur du service intéressé remettra à chaque élève un certificat portant appréciation sur son assiduité, sa conduite, son caractère, ses aptitudes et son travail.

Ces travaux pratiques constituent seulement un exercice scolaire qui ne peut engager l'administration à prendre à son service, à la fin du stage, les élèves qui l'auront suivi. Ceux-ci conserveront cependant un droit de priorité lors de demandes d'emploi éventuelles.

Interdiction de séjour

Par arrêté n° 566 du :

16 octobre 1937. — Le séjour dans la subdivision de Sokodé est interdit pendant deux ans, durée fixée par l'arrêt de la chambre d'annulation de Dakar en date du 11 mars 1937, aux nommés :

1°) Ouro Gouni, âgé de 47 ans environ, né à Soudou, de Ouro Kpalou et de Agoyi.

2°) Bassa, âgé de 40 ans environ, né à Agbandahodé, de Kondo et de Labé.

Secours

Par décision n° 611 du :

9 octobre 1937. — Un secours égal à la moitié de la solde mensuelle de feu le préposé des douanes Acakpo Kpadénou Raphaël est accordé à sa mère la nommée Kofi Akouéba domiciliée à Aklakou (subdivision d'Anécho).

Subvention

Par décision n° 632 du :

22 octobre 1937. — Une subvention de cinq cents francs (500 frs.) est accordée à la société musicale « La-Gaieté »

La dépense correspondante sera imputée au budget local, chapitre XV, article 4, paragraphe 2.

Comité de surveillance des prix de gros

Séance du 4 Octobre 1937

	PRIX DE	
	GROS	DÉTAIL
Essence, la caisse	117 fr.50	119 fr.50
fût de 100 litres	314 fr.—	—
Pétrole, la caisse	107 fr.—	109 fr.—
Riz, le kilo	1 fr.89	2 fr.—
Vin, le litre	4 fr.10	4 fr.50
Bière, la bouteille	5 fr.19	5 fr.50
Sucre, le kilo	3 fr.42	3 fr.75
Corned beef, la boîte de		
0 kg,340	3 fr.28	3 fr.60
Farine de froment, le kilo	3 fr.45	3 fr.75
Tabac, le kilo	29 fr.45	31 fr.—

Prix de gros de diverses marchandises

			25 sept.	2 octobre	9 octobre
Farine de consommation	Paris	100 kgs	259,—	259,—	259,—
Avoines	—	—	128,75	131,75	129,50
Seigles de Beauce (départ)	—	—	141,50	141,50	142,—
Orge de Beauce (départ)	—	—	163,50	166,50	171,50
Maïs Indochine	Marseille	—	125,25	126,75	127,75
Pommes de terre, Esterling	Paris	—	57,50	58,33	57,50

			25 sept.	2 octobre	9 octobre
Riz, Saïgon n° 1	Le Havre	100 kgs.	136,50	141,—	143,—
Pâtes alimentaires, 1 ^{er} choix	Lyon	—	505,—	505,—	505,—
Bœuf	La Villette	kg	10,10	10,—	10,—
1 ^{er} — qualité	—	—	8,70	8,60	8,80
2 ^o — qualité	—	—	—	—	—
Veau	—	—	13,80	13,30	13,40
1 ^{er} — qualité	—	—	12,80	12,20	12,30
2 ^o — qualité	—	—	—	—	—
Mouton	—	—	15,50	16,10	16,40
1 ^{er} — qualité	—	—	11,—	11,70	12,20
2 ^o — qualité	—	—	—	—	—
Porc	—	—	10,56	10,42	10,42
1 ^{er} — qualité	—	—	10,28	10,—	10,—
2 ^o — qualité	—	—	—	—	—
Vin rouge, Béziers 9°	Le Havre	Le degré hectol.	15,— à 18,25	—	—
Beurres	Paris	kg	26,23	25,52	24,90
Charente, Poitou	—	—	25,22	24,63	23,72
Normandie, (centr.)	—	—	—	—	—
Fromages	—	—	11,50	11,54	11,93
Comté	—	—	13,—	13,—	13,—
Port salut	—	—	—	—	—
Huile arachide supérieure	Marseille	100 kg.	585,—	597,50	627,50
Huile olive Tunisie	—	—	1.080,—	—	—
Sucre	Paris	—	308,50	312,50	312,—
Blanc n° 3	Lyon	—	507,50	507,50	—
Raffiné	—	—	—	—	—
Café Santos good à l'entrepôt	Le Havre	50 kg.	286,50	289,75	279,75
Cacao Côte d'Ivoire à l'entrepôt	—	—	257,—	257,—	251,—
Fonte de moulage n° 3	Base Longwy	la tonne	505,—	505,—	505,—
Aciers marchands	Paris	100 kg.	144,—	144,—	144,—
Cuivre en lingots	Le Havre	—	957,—	915,—	917,—
Etain Détroits	—	—	4.299,—	4.059,—	4.152,—
Plomb, marques ordinaires	—	—	375,—	352,50	344,—
Zinc, bonnes marques	Le Havre ou Paris	—	394,—	378,—	372,—
Houille, tout venant industriel 30/35 Nord	—	la tonne	152,—	152,—	152,—
Coton américain	Le Havre	50 kg.	388,—	388,—	373,—
Laine peignée	Roubaix	kg.	40,90	41,80	39,90
Lin de Russie — C. A. F. ports français	—	100 kgs	1.260,—	1.260,—	—
Chanvre indigène, Anjou, Sarthe	—	—	450,—	—	—
Jute First mark, C. A. F. ports français	—	—	295,—	300,—	—
Soie grège Cévennes	Lyon	kg.	147,50	152,50	155,—
Peaux de bœufs moyens	Paris	50 kg.	366,82	383,08	383,08
Rio de Janeiro, salés	Le Havre	—	315,—	315,—	325,—
Cuir à semelles	Paris	kg.	39,—	39,—	39,—
Suif indigène	—	100 kg.	305,—	—	335,—
Huile de colza	Lyon	—	—	—	—
Huile de lin	—	—	—	—	—
Alcool dénaturé	—	hectolitre	355,—	355,—	355,—
Carbonate de soude	—	100 kg.	90,—	90,—	90,—
Nitrate de soude synthétique	Dunkerque	—	99,—	99,—	99,—
Benzol	Paris	—	156,60	156,60	156,60
Bois de Sapin madrier	—	le mètre	9,50	9,50	9,50
charpente Chêne	—	le m3.	610,—	610,—	610,—
Caoutchouc	—	kg.	12,55	12,40	11,60
Savon blanc extra 72%	Marseille	100 kg.	350,—	360,—	370,—
Sulfate de cuivre	Bordeaux	—	—	—	309,—
Ciment Portland artificiel	Départ usine	la tonne	272,—	272,—	272,—

Cours des changes
du 13 octobre 1937

Livre sterling	148,30
Dollar	29,90
Mark	12,04
Belga	5,04
Franc suisse	6,87

Avis de concours

Un concours direct et un concours professionnel pour le recrutement des ingénieurs et ingénieurs-adjoints des travaux publics et des mines des colonies sera ouvert à Paris au mois de juin 1938 suivant le programme et les conditions publiés au journal officiel de la République Française du 31 décembre 1936.

La date limite d'inscription est fixée au 1^{er} janv. 1938.

Le nombre de places mises au concours a été fixé à :

- 1^{er} — à neuf pour le concours direct des T. P. et à une pour les mines.
- 2^e — à neuf pour le concours professionnel des T. P. et à une pour les mines.

Avis aux navigateurs

Les navigateurs fréquentant la côte occidentale d'Afrique sont informés que le feu du banc de sable Sainte Anne (Sierra Léone) et la bouée sonore ont été provisoirement retirés. Avis sera donné dès remise en place.

DOMAINES

Par arrêté n° 561 du :

13 octobre 1937. — Est et demeure annulée la clause d'indisponibilité résultant des dispositions du paragraphe 5 de l'article 8 de l'arrêté du 1^{er} avril 1927, mentionnée au tableau B de la section III du titre-foncier n° 417 du cercle de Lomé, appartenant au sieur Justino de Meideros, agent de commerce à Lomé, concessionnaire définitif du terrain domanial objet dudit titre foncier.

Avis de demandes d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1049, déposée le 15 octobre 1937 le sieur Comla Grégorio Kokoroko Tsahé, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Woamé, subdivision de Palimé, cercle du centre agissant tant en son nom personnel en qualité de co-propriétaire que chargé de l'administration des biens et tuteur légal de ses frères mineurs les nommés :

1^{er} — Kuaku kokoroko Tsahé, né vers 1927;

2^e — Gédéon Laoupo Kokoroko Tsahé, né vers 1930;

3^e — Messan Léonard Kokoroko Tsahé, né en 1931

tous trois ainsi que lui-même propriétaires indivisément par parts égales, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier couvert de forêt, et en partie planté de cacaoyers, d'une contenance totale d'environ 24 hectares situé à Woamé subdivision de Palimé cercle du centre connu sous le nom de Avemadolakuigata et borné au nord par terrain à Thomas Akoto, à l'est par terrains à Kpessé, Tsepui, Adjo, Jezze Kodjo et Toto, au sud par Toto, à l'ouest par la vallée Domitsi.

Il déclare que ledit immeuble appartient à lui-même et ses frères sus-nommés, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1050, déposée le 15 octobre 1937 le sieur Egenhardt Ketu profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Woamé, subdivision de Palimé, cercle du centre agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers et de quelques autres essences forestières, d'une

contenance totale de 3 ha. 78 ares 70 centiares situé à Woamé subdivision de Palimé cercle du centre connu sous le nom de Avemadolakuigata et borné au nord par la rivière Adetugbé, à l'est par terrain à Dogbé Laklé, au sud par Kpessé, à l'ouest par terrain à Thomas Akoto.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1051, déposée le 20 octobre 1937 la dame Paulina Télé Fumey, profession de revendeuse, demeurant et domicilié à Lomé, quartier n° 5, agissant en son nom pour son compte personnel a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, portant une construction en tôle en mauvais état; d'une contenance totale de 13 ares 70 centiares situé à Lomé quartier n° 5, commune mixte de Lomé (cercle du sud) et borné au nord par terrain à famille Baëta et Doleagbenu Sam, à l'est par terrain à ladite famille Baëta, au sud par la rue d'Alsace-Lorraine, à l'ouest par terrain à Hukpati et Togbé Kodjo.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1052, déposée le 22 octobre 1937 le sieur Dogba Chrislieb Amuzu Koffi, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Woamé, subdivision de Palimé, cercle du centre agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers et de quelques autres arbres, d'une contenance totale de 18 ares 48 centiares situé à Woamé subdivision de Palimé cercle du centre connu sous le nom de Ahrassia et borné au nord par terrain à Richard Aheto, à l'est par terrain à Rossina Domm et rivière Lamuni, au sud par terrain à Dogbé Laklé, à l'ouest par la rivière Nkununui.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1053, déposée le 22 octobre 1937 le sieur Godwin Dogbé profession de cultivateur demeurant et domicilié à Woamé subdivision de Palimé, cercle du centre, agissant en qualité de mandataire régulier du sieur Dogbé Laklé, son père, propriétaire majeur non interdit demeurant à Woamé, né vers 1872, agissant en son nom personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de cacaoyers et de quelques autres arbres d'une contenance totale de 85 ares 26 centiares situé à Woamé subdivision de Palimé cercle du centre connu sous le nom de Zonou et borné au nord par terrain à Timothy Djomeku, à l'est par terrain à Dogbé Laklé, au sud par terrain à Djopemenya, à l'ouest par la rivière Lito.

Il déclare que ledit immeuble appartient au sieur Dogbé Laklé susnommé et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1054, déposée le 22 octobre 1937 le sieur Christip Dogba (alias Christlieb) profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Woamé subdivision de Palimé, cercle du centre, agissant en qualité de mandataire régulier du sieur Dogba Konou, son père cultivateur, demeurant à Woamé (subdivision de Palimé) propriétaire majeur non interdit, né à Woamé vers 1866, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme

d'un polygone irrégulier comptant de cacaoyers d'une contenance totale de 32 ares 52 centiares situé à Woamé subdivision de Palimé, cercle du centre connu sous le nom de Lamuni et borné au nord par terrain à Kofitsé Abatso et Togo Laklé, à l'est par terrain à Glasou Tselam, au sud par terrain à Michel Komla, à l'ouest par la rivière Laménui.

Il déclare que ledit immeuble appartient au sieur Dogba Konou susnommé et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

Climatologie ⁽¹⁾

SEPTEMBRE 1937

DATES	LOMÉ				NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pressions	(3) Temps.	(4) Hygr.		(5) Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries	Pressions	Températures	Hygrométries
1	13,4	24,6	86		98,3	26,8	84	73,4	23,9	83	85,4	24,5	89	63,3	24,1	85	65,7	23,0	86	25,7	20,7	89	65,1	21,8	91	97,7	24,4	91
2	13,6	25,1	84		97,4	26,2	80	73,1	24,1	83	80,1	24,3	84	63,4	24,1	88	65,8	23,7	74		21,3	84	65,1	24,4	78	98,2	23,7	86
3	14,5	24,9	86		99,4	27,0	86	74,1	26,0	82	86,9	26,4	70	61,5	25,6	82	67,4	23,2	76	27,5	22,5	86	66,1	23,8	74	97,5	26,0	81
4	14,7	25,1	87		99,5	26,9	77	73,7	26,1	77	87,1	25,3	82	64,7	25,3	84	67,8	26,6	72	27,7	22,9	91	66,0	23,5	73	98,3	28,0	80
5	13,9	24,7	80		98,0	27,0	86	74,5	26,1	80	86,3	25,3	85	64,2	25,3	83	66,7	23,0	84	27,5	22,0	78	65,9	23,4	72	98,9	25,0	89
6	14,5	26,1	83		99,3	27,8	73	75,7	26,9	77			73	64,9	25,3	84	66,7	26,1	82	27,0	22,5	83	66,2	25,4	70	98,7	27,4	71
7	15,1	25,4	83		98,3	27,0	81	74,9	26,7	77	87,5	26,1	85	64,5	24,7	70	66,7	26,5	79	27,9	23,1	87	66,5	26,0	76	98,7	27,9	82
8	14,6	26,5	84		99,4	28,4	73	75,3	26,1	91	87,1	26,8	84	63,7	25,3	90	66,0	28,9	87	27,7	23,1	90	66,1	26,4	77	98,3	27,0	81
9	13,8	25,9	86		97,9	28,5	71	74,6	27,2	71	86,9	27,1	77	63,7	25,7	82	66,3	25,4	80	26,8	23,7	81	66,1	26,3	73	97,9	27,6	71
10	14,2	26,5	84		98,0	27,8	85	75,0	25,5	88	87,1	24,4	90	63,7	24,1	98	66,5	23,8	87	26,8	21,4	92	66,1	23,0	78	98,6	23,1	92
11	14,3	26,5	84		99,9	27,7	84	75,4	26,4	86	87,5	25,7	70	64,7	24,7	90	66,6	25,7	75	27,2	23,0	86	66,2	25,0	74	98,6	26,1	83
12	15,3	25,7	81		99,1	27,4	79	75,5	25,3	89	87,7	25,8	76	64,9	25,3	81	67,3	25,3	73	27,5	21,7	96	67,1	24,9	84	99,3	27,0	88
13	14,0	26,2	80		99,0	27,6	85	75,4	26,1	94	87,9	26,0	93	65,0	23,6	96	67,3	25,2	80	27,6	21,8	91	66,3	25,2	74	99,0	26,2	78
14	15,0	25,8	81		99,7	27,2	86	74,0	26,7	81	87,7	26,3	84	64,9	24,8	91	67,4	26,7	76	27,2	22,8	90	66,7	25,1	79	99,1	26,7	75
15	13,4	26,5	80		97,7	27,2	86	73,7	26,1	80	86,1	26,6	82	62,2	25,3	87	65,0	26,2	88	26,3	22,9	90	65,1	25,6	94	98,3	25,8	93
16	12,6	26,0	82		97,7	25,4	80	73,4	24,9	90	85,5	23,9	88	62,5	23,6	92	63,5	24,2	83	26,5	21,1	93	64,5	24,0	74		24,5	85
17	13,8	25,3	80		98,6	26,2	78	74,3	26,0	83	86,3	25,6	83	62,9	24,2	92	66,2	24,7	87	26,1	21,0	93	63,7	25,3	74		26,2	82
18	14,3	25,1	83		98,2	27,8	73	74,2	25,9	84	87,0	25,0	78	64,0	24,6	87	66,0	25,0	91	27,1	21,3	91	66,2	26,4	77	97,8	26,9	81
19	13,3	25,1	79		97,4	27,9	85	73,1	25,5	82	85,8	24,7	80	63,5	24,7	90	63,7	25,2	80	26,3	22,5	86	65,0	26,6	79	97,3	28,6	78
20	13,6	26,7	78		97,1	26,0	77	73,8	25,8	88	85,8		80	62,7	25,6	91	64,0	24,0	82	25,5	22,4	90	64,9	25,0	76	97,5	26,1	80
21	13,1	26,4	82		97,1	27,6	77	73,1	26,5	75	86,2		84	62,5	25,1	80	64,0	25,9	75	25,7	22,6	85	64,0	24,9	79	97,8	25,8	79
22	14,1	26,1	82		98,6	27,5	76	74,5	26,9	77	87,0	26,8	68	63,8	23,6	83	65,8	26,2	70	27,1	23,5	89	66,3	25,0	74	98,2	26,8	83
23	13,8	25,9	81		99,0	27,2	74	74,5	25,6	84	87,0	26,1	71	63,0	25,6	80	66,1	25,4	74	26,0	21,6	85	66,3	23,9	77	98,7	24,0	90
24	13,8	27,3	81		99,1	28,4	76	74,1	26,3	78	86,9	26,7	73	62,6	25,4	84	66,5	25,5	73	26,9	22,0	91	65,7	25,2	71	97,7	26,8	81
25	13,0	26,8	82		97,8	26,6	74	73,4	26,4	70	86,5	26,1	84	62,7	25,9	80	65,7	26,3	86	27,3	21,7	92	65,3	23,7	89	97,9	26,0	85
26	12,7	26,7	85		98,5	27,7	78	73,7	26,4	88	86,6	25,1	91	63,3	24,5	85	66,8	25,8	88	26,5	22,9	80	65,4	25,5	75	97,5	26,9	86
27	13,0	23,5	91		99,3	26,8	82	73,9	24,1	83	87,0	23,0	94	63,9	22,0	81	65,7	26,2	75	26,8	22,9	83	66,2	26,2	73			77
28	13,4	25,5	87		97,5	26,5	84	73,1	25,9	81	86,1	25,8	85	62,5	24,8	83	64,6	26,3	81	65,0	22,8	88	64,9	23,5	74			98
29	12,7	25,6	83		97,0	27,0	76	73,1	26,1	84	85,4	26,2	81	61,9	24,7	88	64,6	24,4	83	26,3	20,8	93	64,9	24,6	78			85
30	13,4	25,1	92		97,3	28,1	84	73,4	25,3	84	68,7	26,1	90	62,7	24,0	89	65,0	25,0	76	26,9	22,2	88	65,5	25,5	78			77
Moy	13,7	25,8	83		98,5	27,2	80	74,2	27,2	82	86,6	26,3	82	63,7	24,8	87	66,1	25,3	80	26,5	22,3	89	65,8	25,2	77	98,2	26,2	83

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %.

PLUVIO

DATES	LOHÉ	ANÉCHO	AKLAKOU	ATTIGON	TABLICBO	TCHÉKO-DÉKPO	TSÉVÉ	AGRELOUVÉ	MISSION-TOVÉ	ASSAHÉN	GUÉKOVÉ	PALIMÉ	MISAHOE	KPÉLÉ-GOUDÉVÉ	DAYE AKAKPA
1	G					15,3	22,2		1,4	7,4	21,6	2,5	14,0		
2											17,3	1,3			
3															
4								9,8			13,6	33,0	16,5	22,5	20,7
5								3,4		3,1		2,9	1,3	0,6	2,5
6							3,3					4,8	3,7	11,6	
7											29,6	4,0	1,0	20,1	25,5
8					4,6	G	2,0	7,2	25,9				0,7	11,6	13,5
9	G										14,6		18,8		7,3
10				11,4		3,0		5,0			11,9	17,1	16,5	21,2	17,7
11													-0,5		
12									1,0				G		
13	0,5				25,4	40,0		5,0		5,7	26,5	0,7	5,6	25,9	13,8
14					2,1					22,5		5,0	12,5		6,8
15	0,8		G		2,0	9,7	0,7	24,3	G		29,4	10,9	15,0	18,9	34,1
16			1,1						G			4,2	8,9		2,3
17		1,1	0,5			G					16,7				1,1
18												3,2	1,3	14,0	16,3
19		1,3			3,9		3,0	21,1	G	20,4		0,5	4,0	33,7	4,3
20	0,3			25,5		1,5	14,0	16,7	35,0	14,0		4,2			
21	0,9										G	9,8	1,0		7,0
22															
23					1,1	7,2				4,3	17,5				
24								6,0				2,7	24,7	G	
25	1,7	3,2	1,0	41,8		11,2			41,0		17,1	4,5	10,9	4,9	
26	3,3	5,0	4,0	26,5	48,2	47,5	22,0	36,8	37,1	77,2		34,8	12,6	23,9	
27	0,7	1,3	11,2	14,4	62,0	3,0	1,0		4,3		29,0	1,2		0,4	5,0
28		5,0								3,5		5,3			21,8
29	20,9	7,2		4,6		6,2			2,2			1,0	4,0	1,5	10,1
30	6,7	1,8	1,1	8,6		0,2		9,4	G	14,2	17,4	8,0	15,0	1,5	3,0
TOTAL . . .	35,8	25,9	18,9	132,8	149,3	144,8	68,2	144,7	147,9	172,3	262,2	161,6	188,5	212,3	212,0

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres.

G. : Gouttes.

MÉTRIE (6)

SEPTEMBRE 1937

NUATJA	ANLANÉ	ATAKPAMÉ	OKOU	KLABÉ	YÉGUÉ	KPÉSSI	BLITA	TCHAMBA	SOKOHÉ	BASSARI	GUÉRIN-KOUKA	ALEDIO	LANA-KARA	PAGODA	KANDÉ	MANGO	DAPANGO
2,0	1,3	2,2 1,6	1,5	2,4	40,4	8,3	29,3	24,2	20,3	18,0	13,2 7,8	11,6	28,3	22,5	29,4	6,3	33,0 G
19,0	70,0	5,0	27,2	13,4	4,5	8,6 20,9	1,0	4,0	13,7	17,3	68,8	13,4	2,0		2,9	16,9	11,4
29,4	5,6	5,1	0,6				0,1	3,0	4,5	G	5,1		15,8	23,5		1,0	4,9
27,3				1,2		G				5,0		5,0	5,6				
	3,1		24,3	9,2	15,8							23,2	0,6		4,6	81,9	0,7
	42,5	6,1	0,1	22,8		14,8	34,0		34,6	4,0		54,4		5,0		0,5	8,0
							23,3			9,3	8,1	8,6	33,5	40,5	14,7		23,7
	12,2	20,7	6,6	9,4	27,8	48,5		12,7	9,3		G	0,6				37,3	4,6
1,5				1,2	19,2	39,1											
	21,0	18,4				25,2	21,1		G	16,2	59,2		8,6		15,7	21,2	80,0
26,4	7,3	1,3	8,0		22,6		19,4	41,7		7,5	4,2	18,2	12,7	38,0	11,3	1,5	
2,7			30,3		14,5	2,0	6,2										
43,0	16,2	2,3	41,5		10,8		56,5	30,0	11,2	35,0	33,4	23,0	24,5	22,5	15,5	15,6	12,0
	11,5	0,3	1,2		20,2		12,7	24,7	21,2	4,2	0,9	G	26,3		4,0		
	26,0	6,1	22,4			43,5		1,7	7,5			21,6	0,6				
	27,8	18,8	17,1	64,6	37,5			3,5	22,8		55,3	13,6	15,0				6,0
7,2			G	38,1	10,8		11,0	1,1	1,8	2,0			20,4	17,0	16,2	15,0	7,3
6,0			3,4	0,5				6,7	G				6,5	45,0	18,5	3,8	
	18,3		1,8	0,4	6,4			11,3		15,0		22,9	3,0		5,8		
			G		4,5	5,7		5,0					12,1	5,0	43,3		7,7
		1,8	27,1	16,6	10,6		12,5					6,9				13,0	3,1
		0,3			15,2					12,8				3,5			0,5
4,0	28,9		22,9	4,2	20,0	42,9		2,2	7,6	4,0		20,1	35,0		13,1	1,8	
	8,7	41,5			15,6		4,0	15,0	28,1	28,7			7,5	13,0	12,3		1,2
15,0	30,9		27,9	20,6				1,6	9,1	1,2		26,3		1,7			
	18,2	0,9	18,9	28,4				1,7		1,3		19,4	5,3		21,0	26,3	20,4
	7,4		50,1	18,7	10,7	18,5	15,4	6,8	5,0	4,0		6,8		11,0	8,2		
	9,5		2,3	G			2,7	0,5		0,5			6,8				
183,5	366,4	132,4	335,2	253,2	315,7	269,4	249,2	197,4	196,7	186,0	256,0	295,6	270,1	248,2	267,5	182,5	164,5

Textes publiés à titre d'information

Concours d'admission au stage de l'école nationale de la France d'Outre-Mer des adjoints des services civils et des commis principaux des secrétariats généraux des colonies

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'article 6 du décret du 10 juillet 1930 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 9 août 1930, modifié par celui du 31 mai 1932, réorganisant le concours d'admission au stage de l'école nationale de la France d'outre-mer des adjoints des services civils et des commis principaux des secrétariats généraux des colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Le cinquième paragraphe de l'article 13 de l'arrêté du 9 août 1930 réorganisant le concours d'admission au stage de l'école nationale de la France d'outre-mer des adjoints des services civils et des commis principaux des secrétariats généraux des colonies est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

Article 13. —

La moyenne des notes données par les quatre correcteurs pour chacune des compositions constitue la valeur intrinsèque de chaque épreuve.

Fait à Paris, le 31 août 1937.

Marius MOUTET.

Classement de la station climatique de Pau-en-Béarn

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements et les passages du personnel colonial, et les textes qui l'ont modifié;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La station climatique de Pau-en-Béarn est ajoutée à celles où les fonctionnaires du service colonial et des services locaux des colonies peuvent être envoyés en traitement dans les conditions prévues à l'article 12, position 5, du décret du 3 juillet 1897 modifié par les textes subséquents.

ART. 2. — La durée d'un traitement moyen dans cette station est fixée de quatre à six semaines.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 25 août 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Organisation du cadre général des géologues des colonies

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 4 septembre 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le développement important des recherches minières et géologiques poursuivies dans les territoires coloniaux nécessite l'utilisation d'un effectif permanent de spécialistes appelés à contribuer à une meilleure connaissance du sous-sol.

Jusqu'à présent, l'Indochine exceptée, le recrutement et les conditions de travail de ce personnel étaient fixés dans des contrats passés entre les chefs de nos possessions et les géologues, mais les résultats obtenus sont constamment compromis par l'instabilité de tout le personnel; il paraît nécessaire, tant pour coordonner les résultats que pour assurer la continuité des travaux, qu'une partie du personnel des géologues soit plus étroitement attachée à l'administration.

Pour atteindre le but visé il convient d'incorporer dans un cadre spécial de fonctionnaires la fraction des géologues permanents indispensable.

C'est à l'organisation de ce cadre que tend le présent projet de décret.

S'agissant d'un personnel normalement placé sous les ordres des chefs des services des travaux publics et des mines, le décret du 9 mai 1936 relatif au statut de ces services a paru devoir être retenu comme applicable dans ses dispositions générales.

Celles-ci appelaient cependant d'importantes dérogations, notamment en ce qui concerne le recrutement. A ce sujet c'est l'enseignement universitaire qui a semblé constituer la préparation la plus normale aux fonctions de géologue et la présentation du diplôme de la licence est généralement exigée pour l'admission dans le nouveau cadre. Son accès est encore ouvert aux anciens élèves de certaines grandes écoles et aux ingénieurs-docteurs ayant manifesté leur goût pour la géologie et la minéralogie. Il va toutefois sans dire que si, à l'avenir, un enseignement spécialement relatif à la géologie coloniale venait à être institué, ces règles devraient être remaniées de façon à faire aux jeunes gens qui l'auraient heureusement suivi, la place qui convient.

En outre, la valeur du géologue ne s'appréciant que sur le terrain, dans le milieu même où il doit accomplir sa carrière, des stages de plus ou moins longue durée ont été prévus. Ceux-ci seront de préférence accomplis dans des services fortement organisés où le débutant, assuré d'être guidé, sera aussi soumis aux contrôles nécessaires.

Enfin, des dispositions transitoires visent le cas du personnel contractuel en service et parmi lequel doivent être recherchés les éléments à encadrer en premier lieu.

Telle est l'économie générale du projet soumis à votre haute sanction et qui, tout en assurant à une classe de fonctionnaires éminemment intéressants la sécurité qu'ils méritent, doit permettre d'organiser et de poursuivre dans les meilleures conditions d'efficacité l'exploration géologique et minière de notre domaine colonial.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 20 mars 1894 portant création du ministère des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 3 juillet 1897 concernant les indemnités de route et de séjour et les passages des officiers, fonctionnaires et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux et les textes modificatifs et complémentaires subséquents;

Vu la loi du 13 avril 1900;

Vu la loi de finances du 22 avril 1905 et notamment l'article 65;

Vu l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913;

Vu la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et les textes modificatifs ou complémentaires subséquents;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant création de la caisse intercoloniale des retraites et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 5 août 1910 portant réorganisation du personnel des travaux publics et des mines des colonies autres que l'Indochine et les textes modificatifs ou complémentaires subséquents;

Vu le décret du 9 février 1916 relatif au personnel des travaux publics de l'Indochine;

Vu le décret du 19 juin 1931 fixant les traitements de présence du personnel des travaux publics et des mines des colonies;

Vu le décret du 27 septembre 1930 fixant le statut du personnel des agents du cadre de l'inspection générale des travaux publics des colonies;

Vu les décrets des 9 mai 1936 et 8 juillet 1937 portant organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Par application de l'article 3 du décret du 9 mai 1936 portant organisation générale des services des travaux publics aux colonies, il est créé un cadre général des géologues des colonies dont le statut est celui fixé par les décrets des 9 mai 1936 et 8 juillet 1937 pour le personnel du cadre général des travaux publics et des mines des colonies sous réserve des dérogations prévues au présent décret.

ART. 2. — Tout le personnel du service géologique est placé sous l'autorité du chef du service des mines lorsque ce service est autonome, ou sous l'autorité du chef du service des travaux publics et des mines.

ART. 3. — Les grades, classes et émoluments de toute nature, y compris les prestations en nature, ainsi que le classement au point de vue des passages et des déplacements du personnel du cadre des géologues sont fixés par assimilation aux grades correspondant du cadre général des travaux publics et conformément au tableau de concordance ci-après :

GRADES	CLASSES	GRADE CORRESPONDANT dans le cadre général des travaux publics
Géologue en chef	—	Ingénieur en chef de 2 ^e classe.
Géologue principal	1 ^{re} classe.	Ingénieur principal de 1 ^{re} classe.
Géologue principal	2 ^e classe.	Ingénieur principal de 2 ^e classe.
Géologue principal	3 ^e classe.	Ingénieur principal de 3 ^e classe.
Géologue principal	4 ^e classe (2 ^e échelon).	Ingénieur principal de 4 ^e classe (2 ^e échel.).
Géologue principal	4 ^e classe (1 ^{er} échelon).	Ingénieur principal de 4 ^e classe (1 ^{er} échel.).
Géologue	1 ^{re} classe.	Ingénieur T. P. C. de 1 ^{re} classe.
Géologue	2 ^e classe.	Ingénieur T. P. C. de 2 ^e classe.
Géologue	3 ^e classe.	Ingénieur T. P. C. de 3 ^e classe.
Géologue	4 ^e classe.	Ingénieur T. P. C. de 4 ^e classe.
Géologue assistant	1 ^{re} classe.	Ingénieur adjoint de 1 ^{re} classe.
Géologue assistant	2 ^e classe.	Ingénieur adjoint de 2 ^e classe.
Géologue assistant	3 ^e classe.	Ingénieur adjoint de 3 ^e classe.
Géologue assistant	4 ^e classe.	Ingénieur adjoint de 4 ^e classe.
Géologue assistant	Stagiaire.	Ingénieur adjoint stagiaire.

ART. 4. — Des arrêtés du ministre des colonies fixent le nombre des emplois des fonctionnaires du cadre et leur répartition par colonies.

Le nombre d'emplois de géologue en chef est fixé au maximum à quatre, dont un pour chacune des colonies ci-après :

Indochine.

Afrique occidentale française.

Afrique équatoriale française.

Madagascar.

ART. 5. — Les géologues assistants stagiaires sont recrutés exclusivement sur titres :

1^o — Parmi les licenciés ès sciences, titulaires obligatoirement des certificats de géologie et de minéralogie;

2^o — Parmi les anciens élèves diplômés des écoles nationales supérieures des mines de Paris et de Saint-Etienne, de l'école supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy (section mines) et les ingénieurs docteurs qui auront par les notes obtenues et les études spéciales faites, manifesté leur goût pour la géologie et la minéralogie;

3^o — Parmi les élèves diplômés de l'école nationale supérieure du pétrole de Strasbourg (section de géologie) et des instituts de géologie de Strasbourg, Nancy et Grenoble, titulaires de la licence ès sciences avec certificat de géologie.

Les admissions en qualité de géologue assistant stagiaire sont prononcées par le ministre des colonies dans la limite des places disponibles dont le nombre

est fixé chaque année après consultation des chefs des possessions intéressées.

ART. 6. — Les géologues assistants stagiaires sont astreints à un stage dans les conditions fixées à l'article 18 du décret du 9 mai 1936 pour les ingénieurs adjoints stagiaires des travaux publics.

Toutefois, pour la composition de la commission locale de classement prévue à l'article 18 du décret du 9 mai 1936, le chef de la possession, dans la mesure rendue possible par les effectifs en service dans la localité où siégera la commission devra prévoir le remplacement d'un ou plusieurs des trois fonctionnaires du cadre général des travaux publics par un nombre équivalent de fonctionnaires du cadre général des géologues.

Les tableaux de nomination prévus aux articles 29 et 30 du décret du 9 mai 1936 comprendront une troisième partie pour le cadre des géologues, seront inscrits sur ces tableaux les géologues assistants ayant satisfait au stage.

ART. 7. — La nomination définitive est prononcée par le ministre après avis de la commission de classement prévue à l'article 38 du décret du 9 mai 1936 telle qu'elle est modifiée par l'article 9 du présent décret et compte tenu des dispositions suivantes :

Les géologues assistant débutent à une classe fixée par le ministre après avis de la commission de classement prévue à l'article 38 du décret du 9 mai 1936 telle qu'elle est modifiée par l'article 9 du présent décret et compte tenu des dispositions suivantes :

1^o — Les géologues assistants docteurs ès sciences et ingénieurs docteurs débutent à l'une des quatre classes de ce grade;

2^o — Ceux qui ne sont pas pourvus de l'un de ces titres ne peuvent débuter qu'à la 4^e ou à la 3^e classe.

ART. 8. — Les admissions au grade de géologue principal ont lieu exclusivement sur titres. Peuvent être inscrits au tableau pour ce grade :

1^o — Les géologues appartenant déjà au cadre général depuis au moins six ans et possédant le titre de docteur ès sciences ou d'ingénieur docteur;

2^o — Les chefs de travaux, maîtres de conférences, professeurs des facultés et des écoles nationales supérieures des mines visées à l'article 5 ou de l'école centrale;

3^o — Les géologues en service dans une possession française ne relevant pas du ministère des colonies ayant un grade équivalent à celui de géologue principal.

ART. 9. — La commission de classement siégeant au ministère des colonies, prévue à l'article 38 du décret du 9 mai 1936, est complétée :

1^o — Par une personnalité scientifique désignée par le ministre des colonies;

2^o — Par un fonctionnaire de l'inspection générale des travaux publics des colonies, chargé des affaires minières et désigné par le ministre sur la proposition de l'inspecteur général des travaux publics des colonies.

Par dérogation aux règles générales d'avancement fixées par le décret du 9 mai 1936 au cas où un géologue ou géologue assistant non pourvu du titre de docteur ès sciences ou de celui d'ingénieur docteur obtiendrait l'un de ces titres il pourra lui en être tenu compte pour un avancement de une ou deux classes.

ART. 10. — La commission d'enquête prévue à l'article 46 du décret du 9 mai 1936 devra comprendre,

dans les possessions où le service des mines est autonome, le chef de ce service en remplacement du chef du service des travaux publics.

ART. 11. — Le personnel organisé par le présent décret sera soumis en ce qui concerne le régime des pensions, aux dispositions du décret du 1^{er} novembre 1928 portant organisation générale de la caisse intercoloniale des retraites.

Dispositions transitoires

ART. 12. — Nonobstant les dispositions du décret du 14 octobre 1936 sur les engagements par contrat, pendant une période de cinq années, à compter de la date du présent décret, les géologues contractuels en service pourront être nommés dans le cadre général faisant l'objet du présent décret, directement à un grade et à une classe fixés par décision du ministre des colonies, après avis conforme de la commission de classement locale et de la commission de classement siégeant au ministère des colonies.

Pour ce classement, qui ne pourra pas correspondre à un grade assurant aux intéressés un traitement supérieur à celui qu'ils perçoivent comme contractuels, il sera tenu compte de leurs titres et diplômes et de leurs services antérieurs.

Pour l'admission des contractuels dans le cadre général, il n'est pas fixé de limite d'âge; ils devront cependant — compte tenu de la validation de leurs services contractuels antérieurs et, éventuellement, de leurs services antérieurs civils et militaires admissibles pour le droit à pension — pouvoir prétendre à l'âge de soixante ans au plus, à une pension dans les conditions stipulées en son article 18 par le décret du 1^{er} novembre 1928 fixant le statut de la caisse intercoloniale de retraites.

ART. 13. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 4 septembre 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Concours professionnel pour le grade d'ingénieur adjoint des travaux publics ou des mines des colonies

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 9 mai 1936 et les textes subséquents qui l'ont modifié portant organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel;

Vu l'arrêté du 15 décembre 1936 fixant le programme et les conditions du concours d'ordre professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur adjoint des travaux publics ou des mines des colonies;

Sur la proposition de l'inspecteur général des travaux publics des colonies;

ARRETE :

Article Unique. — L'article 3 de l'arrêté du 15 décembre 1936, fixant le programme et les conditions du concours d'ordre professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur adjoint des travaux publics ou des mines des colonies, est complété comme suit :

« Le nombre de points obtenus pour l'ensemble des épreuves d'admissibilité sera majoré de 10 p. 100

pour les candidats appartenant à un service des travaux publics ou des mines des colonies et de 5 p. 100 pour les candidats appartenant à un service des travaux publics ou des mines de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie ou des territoires sous mandat du Levant ».

Fait à Paris, le 20 août 1937.

Marius MOUTET.

**Application des décrets du 29 décembre 1922
et 10 avril 1935**

Dakar, le septembre 1937.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, HAUT COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO, A M. LE GOUVERNEUR DES COLONIES, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO à Lomé.

J'ai l'honneur de vous faire connaître, ci-après, les conditions d'application, d'une part du décret du 29 décembre 1922 relatif au régime de la presse au Togo, d'autre part du décret du 10 avril 1935 sur la répression, dans les colonies ou territoires sous mandat, des provocations à résister à l'application des lois, décrets, règlements ainsi que des atteintes au respect dû à l'autorité française.

Le décret du 10 avril 1935 a une portée générale et s'étend à tous les territoires placés sous l'autorité française. Il a eu pour but de suppléer à l'absence de textes en ce qui concerne ceux de ces territoires où la matière, à propos de laquelle il légifère, n'avait fait l'objet d'aucune réglementation antérieure et de compléter la législation préexistante dans les autres territoires.

En ce qui concerne le Togo, le décret du 10 avril 1935 vient donc compléter le décret du 29 décembre 1922.

Pour déterminer le champ d'application respectif de ces deux textes, il convient de les rapprocher et d'examiner les infractions qu'ils définissent et qu'ils répriment.

1^o — La mise en vente ou la distribution de journaux ou écrits périodiques interdits est et reste prévue et réprimée par l'article 4 du décret du 29 décembre 1922.

2^o — En ce qui concerne la publication au Togo, de tout journal ou écrit périodique rédigé en arabe, dans une des langues en usage dans la colonie ou en langue étrangère, sans autorisation préalable, cette infraction reste justiciable de l'article 5 du décret du 29 décembre 1922.

3^o — L'excitation des indigènes à la révolte contre l'autorité française, par l'un des moyens énoncés à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881, prévue et réprimée par l'article 6 du décret du 29 décembre 1922 et la provocation à résister à l'application des lois, règlements ou ordres de l'autorité publique, par quelque mode de publicité que ce soit, prévue et réprimée par l'article premier du décret du 10 avril 1935, constituent deux infractions voisines mais nettement distinctes cependant. La première relève donc du décret du 29 décembre 1922, la deuxième du décret du 10 avril 1935 article 1^{er}.

4^o — La question est plus délicate en ce qui concerne l'atteinte au respect dû à l'autorité française. Cette matière fait l'objet de l'article 7 du décret du 29 décembre 1922 et de l'article 2 du décret du 10 avril 1935.

Mais alors que le décret du 29 décembre 1922 prévoit et réprime l'atteinte portée au respect dû à l'autorité française par la vente, la distribution ou l'exposition de dessins, gravures, écrits etc... périodiques ou non, le décret du 10 avril 1935 prévoit et punit la même infraction, quel que soit le mode de publicité utilisé par son auteur.

Par suite, chaque fois qu'il aura été porté atteinte au respect dû à l'autorité française par l'un des moyens énoncés à l'article 7 du décret du 29 décembre 1922, les poursuites devront être basées sur ce texte; les peines applicables seront celles portées à l'article 28 de la loi du 29 juillet 1881.

Chaque fois, au contraire, que la dite infraction ne pourra être poursuivie en vertu de ces mêmes dispositions, parce que réalisée par un moyen de publicité non prévu par elles, l'action publique devra être basée sur l'article 2 du décret du 10 avril 1935. En ce cas, les peines applicables seront celles édictées par ce texte.

Je vous signale, d'autre part, que les poursuites exercées en vertu des dispositions du décret du 10 avril 1935 doivent être subordonnées à une plainte émanant de la Haute autorité administrative, après agrément du Ministre des Colonies, conformément aux prescriptions de l'article 4 de ce décret.

Par contre, les poursuites basées sur les dispositions du décret du 29 décembre 1922 ne sont pas subordonnées à l'agrément du Ministre, cette formalité n'étant pas prévue par ce texte. Elles sont seulement subordonnées à une plainte émanant du Haut Commissaire ou du Commissaire de la République, suivant l'interprétation qu'il convient de donner à l'article 7 du décret.

M. DE COPPET.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

AVIS

Le Commissaire de la République au Togo a l'honneur d'informer le public de l'installation de la commission d'enquête et d'études dans les territoires d'Outre-Mer, créée par la loi du 30 janvier 1937.

Les groupements, associations et personnes privées qui désireront saisir cette commission de leur vœux pourront les adresser à son siège : 20, rue de la Boétie, Paris (8^e), en y joignant les mémoires écrits qui les justifient.

Il est rappelé toutefois que les questions d'intérêt général ou collectif sont seules de la compétence de la commission. En conséquence, elle ne pourra tenir compte des réclamations ayant un caractère d'ordre individuel ou privé.

Lomé, le 30 Septembre 1937.

MONTAGNÉ